L'hebdo des socialistes

N°577
DU 26 JUIN AU 2 JUILLET
1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 92 – Fax : 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LE PUBLICATION • David Assouline • RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat (77 92) • PHOTO Philippe Grangeaud (76 00) • MAQUETTE Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé • N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communication, tiré à 25 200 exemplaires

Rencontres retraite
REPORTAGE À SOISSONS
Page 3

Outil militant
TRACT RETRAITE
Page 4

Pour défendre une réforme des retraites efficace, durable et juste

Le 24 juin, les socialistes sont dans la rue

AFP/Bertrand Guay

L'AGENDA

29 juin
▸ *Rencontres Retraite*
Martine Aubry sera à Roubaix pour présenter les propositions du parti.

3 juillet
▶ ***Rénovation***
Convention nationale au Carrousel du Louvre.

5 juillet
▸ *Rencontres Retraite*
Marisol Touraine, Alain Vidalies et Jean-Marc Ayrault seront à Nantes pour défendre les propositions du parti.

27/28/29 août
▸ *Rentrée*
Universités d'été de la Rochelle.

Retrouvez l'agenda sur
parti-socialiste.fr

PS

L'info en continu

Laurent Fabius, 17/06/10

Appel au vote

« Nicolas Sarkozy dans sa campagne présidentielle n'avait jamais annoncé qu'il allait repousser l'âge de départ à la retraite. S'il veut imposer cette réforme qu'il consulte le peuple français. En 2018 - 2020, il restera un problème financier massif. Après 2020 rien n'est réglé. Cela veut dire que, de toutes les manières, dans deux, trois ou quatre ans, il faudra recommencer ».

Bertrand Monthubert, 17/06/10

Dixième mois de bourse

« Depuis des mois, la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, diffère la mise en œuvre du dixième mois de bourse, une promesse pourtant faite par Nicolas Sarkozy. Valérie Pécresse doit apporter une réponse claire : les étudiants boursiers auront-ils de quoi financer leurs études en septembre ou devront-ils débuter l'année avec des difficultés financières comme cadeau de rentrée ? Pour tenir les engagements qu'elle affiche il est urgent que les fonds supplémentaires soient débloqués ».

Harlem Désir, 17/06/10

Clarté sur Karachi

« Selon un avocat des parties civiles, le juge chargé de l'enquête sur l'attentat de Karachi en 2002, a confirmé l'existence de "rétro-commissions illicites" en lien avec le contrat de vente de sous-marins au Pakistan. Il aurait également affirmé qu'au plus haut niveau de l'État, le motif de l'interruption du versement de ces

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

127

C'est le nombre de rencontres retraite qui ont été organisées à ce jour par le Parti socialiste et son réseau de fédérations pour présenter nos propositions pour une réforme juste, efficace et durable du système de retraites.

L'ACTU DU BUREAU NATIONAL

Woerth-Bettencourt : des réponses !

Les révélations sur la gestion des affaires de Liliane Bettencourt demandent des réponses claires et précises. Le Parti socialiste rappelle qu'au lendemain des réceptions des donateurs de l'UMP, en présence du Chef de l'État et du ministre du Budget, il avait déjà souligné l'incompatibilité entre la fonction de ministre du Budget et celle de trésorier de l'UMP. Cette situation était source de conflits d'intérêt, inacceptable au regard des principes de la République. Le PS réuni en Bureau national a formulé une liste de questions que chacun est en droit de se poser dans une démocratie : *« Quelles étaient la fonction et les missions exactes de l'épouse du ministre du Budget de l'époque dans la société qui gère les affaires de Liliane Bettencourt ? A-t-elle eu connaissance ou été impliquée dans l'organisation de l'évasion fiscale qu'a reconnue Liliane Bettencourt ? Éric Woerth en a-t-il été informé ? Éric Woerth a-t-il rencontré les conseillers de Mme Bettencourt et a-t-il partagé avec eux des informations ? Quelle est la nature et le montant des dons reçus par l'UMP ou par des organismes qui lui sont liés de la part de Mme Bettencourt, et mentionnés dans les enregistrements par M. de Maistre, gestionnaire de sa fortune ? À quel bénéficiaire ? À quelle date ? Pour quel objet ? Comment se fait-il qu'aucune enquête n'ait été demandée, par le Parquet ou la Chancellerie, face à une fraude fiscale avérée de la part de Liliane Bettencourt ? Quels sont le rôle et l'implication exacte de M. Ouart, ancien conseiller du président de la République, qui semble avoir été en rapport régulier avec M. de Maistre ? À quel titre est-il intervenu ? »* Le PS considère qu'il est inacceptable de balayer ces interrogations d'un revers de la main. *« Il est urgent de mettre fin aux doutes et au trouble créés dans notre pays par cette affaire qui nous mène bien loin de la " République irréprochable " promise par Nicolas Sarkozy ».*

Libération de Gilad Shalit

Voilà quatre ans que le soldat israélien Gilad Shalit est détenu par le Hamas. Le PS demande une nouvelle fois aux ravisseurs sa libération immédiate et inconditionnelle. *« Rien ne peut justifier que le soldat Shalit soit ainsi retenu en otage »* a conclu le BN.

LA VIE DU PARTI

30e Rencontres d'Avignon pour la Culture

Samedi 17 juillet - ISTS Rue du Portail Broquier - Avignon

9h30 : Ouverture des Rencontres

Claude Haut, Président du Conseil général, Lucien Stanzione, Président de l'UDESR, Jean François Lovisolo, Premier secrétaire fédéral du Parti socialiste du Vaucluse

10h : Ré-imaginer la ville : un enjeu culturel à partager

Débat animé par Karine Gloanec-Maurin, SN adjointe à la culture

Intervenants : Patrick Bouchain, Architecte, Jean Louis Cohen, Architecte et historien de l'Architecture, Adeline Hazan, Maire de Reims, Vincent Eblé, Président du Conseil général de Seine et Marne et une artiste.

15h : Politique culturelle : redonner du sens à l'intervention publique, avec quelles modalités d'organisation, pour quels objectifs ?

Débat animé par Sylvie Robert, SN à la Culture

Intervenants :
- Jean Pierre Saez, Directeur de l'Observatoire des politiques culturelles, Marylise Lebranchu, Députée, Présidente de la FNESR, Claude Bartolone, Président du Conseil général de Seine-Saint-Denis, Michel Pezet, Délégué à la Culture au Conseil général des Bouches-du-Rhône et une artiste.

Conclusion de Martine Aubry

Un événement organisé par le Parti socialiste et la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR)

Bulletin d'inscription aux 30e Rencontres d'Avignon pour la Culture à retourner par courrier au Secrétariat national culture, Parti socialiste, 10 rue de Solférino - 75007 Paris. Possibilité de s'inscrire par mail à culture@parti-socialiste.fr

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Tél ..... email .....

Participation au déjeuner du samedi 17 juillet OUI* ❐ NON ❐

* Règlement par chèque de 30€ à l'ordre du Parti socialiste, à retourner avec le bulletin d'inscription avant le 10 juillet

Les socialistes à l'offensive

En direct de l'Assemblée

Cette semaine encore le groupe socialiste a concentré ses questions au gouvernement sur le sujet des retraites. *« Il y a une bataille à mener, il faut aider le mouvement social à la mener tout en restant à notre juste place »* a rappelé Jean-Marc Ayrault ; tout juste réélu à la présidence du groupe. Les députés socialistes vont ainsi recevoir les représentants des principaux syndicats français. Mardi matin, Jean-Louis Malys a ainsi exposé les positions de la CFDT sur la réforme des retraites proposée par le gouvernement et répondre aux interrogations des députés socialistes quant aux prises de position du syndicat sur la pénibilité et l'unification des régimes privé/public. *« Si les organisations syndicales et les partis politiques travaillent chacun de leur côté et que nous ne nous retrouvons pas sur tout, il y a néanmoins un certain nombre de convergences entre nous »* a affirmé Marisol Touraine en charge du sujet pour le parti.

En plus des retraites, les députés socialistes ont réservé deux questions sur l'affaire Woerth/Bettencourt. Dominque Raimbourg, député de Loire-Atlantique, a ainsi questionné le gouvernement pour avoir si une procédure judiciaire était ou allait être engagée. *« Dans n'importe quelle démocratie, Éric Woerth aurait déjà démissionné*, a rappelé Laurent Fabius, *Nicolas Sarkozy doit être mis en cause, lui qui a reçu une dotation de la femme la plus riche de France mais qui n'est pas la plus grosse contribuable. C'est une histoire folle. On parlait déjà de démocratie particulière, là c'est une ploutocratie »*.

Au Sénat

La Commission des Lois du Sénat a rejeté, sous l'impulsion des sénateurs socialistes, deux articles essentiels du projet de loi de réforme des collectivités territoriales qui touchent aux conseillers territoriaux. Ils ont ainsi décidé de ne pas adopter le mode d'élection des conseillers territoriaux ainsi que le tableau détaillant la répartition de ces nouveaux élus par région et par département. Ces deux dispositions avaient été introduites à la dernière minute par le gouvernement à l'Assemblée nationale à la fin du mois de mai.

RENCONTRES RETRAITES

Contre "l'enfumage" du gouvernement

les rencontres retraite
pour la retraite universelle et personnalisée

Les rencontres retraite organisées par le parti se poursuivent. Reportage à Soissons avec Alain Vidalies

Marie-Claude a 56 ans et milite à Château-Thierry. Ce mardi soir, elle est venue à Soissons assister à la Rencontre retraite organisée par le Parti socialiste et sa Fédération de l'Aisne. Assise au 3e rang dans la petite salle de la Mutualité, elle attend des réponses. *« Je suis venue chercher des éléments pour mobiliser les jeunes. Quand je distribue le tract du parti, une majorité d'entre eux ne se sent pas concernée par la question, ou me dit simplement qu'ils ont déjà fait une croix sur leur retraite »*. Marie-Claude est une habituée des « RR », elle traverse son département pour affûter ses arguments : le 9 juin, elle écoutait Benoît Hamon à Chierry, le 29, elle sera à Festieux. Ce mardi soir, c'est Soissons avec Alain Vidalies.

Le député des Landes et Secrétaire national au travail et à l'emploi a participé à l'élaboration du plan socialiste pour les retraites. Soissons est sa septième étape. De Dinan à Evreux jusqu'à Mont-de-Marsan, il a pris la route pour exposer la réforme juste équilibrée et durable du Parti socialiste et dénoncer le système présenté la semaine dernière par le gouvernement. *« Je connais un peu toutes les lignes de chemin de fer de France »* s'amuse-t-il. L'exposé est bien rôdé. Clair et pédagogique. Quarante-cinq minutes pour détailler le système des retraites français *« composé de deux bornes, 60 ans l'âge à partir duquel on peut faire valoir ses droits à la retraite, et 65 ans, l'âge auquel on peut partir sans décote même si on n'a pas toutes les annuités »*. Le député explique comment les socialistes prendraient en compte la question de la pénibilité, et comment il est possible de trouver d'autres recettes *« faire payer les revenus du capital et du patrimoine »* plutôt que *« d'aller piquer dans la caisse du Fonds de réserve pour les retraites ou de faire travailler deux ans de plus pour les beaux yeux de la princesse »*. Alain Vidalies dénonce également *« l'enfumage »* du gouvernement sur le sujet *« La droite présente la facture de la crise aux gens les plus défavorisés. La réforme de la droite n'est pas une réforme pour les retraites mais une réforme pour les marchés financiers »*.

La salle réagit à l'exposé du Secrétaire national. Alain Vidalies est, ce soir-là, interpellé sur les questions de pénibilité. Jean-Marie est couvreur, il vient de voir partir en retraite un de ses employés après 44 ans de cotisation. *« HS »* commente-t-il. Dans le bâtiment, les conditions de travail difficiles, il connaît. *« J'ai l'impression qu'on est en train de dire aux gens que tant qu'ils n'ont pas un bras un moins, ils peuvent continuer à travailler. Tant qu'il leur reste un œil, ils sont bons pour le service. Et l'éboueur, il va continuer à courir après son camion poubelle à 62 ans ? »* Ces Rencontres sont aussi l'occasion pour certains de parler de leur cas personnel et de leurs inquiétudes : *« Il faut encourager les gens à résister car la question sociale sera au bout du bulletin de vote en 2012 »*. Le député des Landes sera lui à Charleville-Mézières lundi soir.

▶ Toutes les dates des Rencontres retraite sur parti-socialiste.fr

L'info en continu

commissions serait connu. L'ensemble des documents et des moyens nécessaires à la manifestation de la vérité doit être mis sans restriction à la disposition de la justice afin qu'elle ne soit en rien entravée dans son enquête ».

Patrick Bloche, 17/06/10
Le Monde

« Un certain nombre de groupes qui possèdent les médias sont amenés à vivre des commandes de l'État, donc des marchés publics, et à être dirigés par des amis du président de la République. Ce mélange explosif a, semble-t-il, fait tourner la tête du Chef de l'État. En s'attribuant le pouvoir de nommer lui-même les Présidents de l'audiovisuel public, le président de la République avait déjà commis une faute. En convoquant Éric Fottorino pour lui faire connaître son veto contre la reprise du journal par le trio Bergé-Niel-Pigasse et lui indiquer que l'État pourrait remettre en question des aides gouvernementales en cas de mauvais choix, Nicolas Sarkozy a franchi la ligne jaune ».

Martine Aubry, 23/06/10
Retraite

« J'ai rencontré ce week-end un ouvrier de 57 ans qui a commencé à travailler à 17 ans. En partant à la retraite à 60 ans, il aura cotisé déjà pendant 43 ans. On lui demande de cotiser deux années de plus. Il est au chômage depuis six mois et s'inquiétait de finir sa carrière au RSA. Est-ce qu'on se rend compte de ce qu'on est en train de faire? Le gouvernement veut faire passer une réforme injuste et inefficace. Nos propositions sont justes et basées sur des éléments de bon sens ».

Mobilisé-e-s pour nos retraites !

Les mesures imposées par le gouvernement Sarkozy-Fillon sont **profondément injustes et ne règlent rien.**

Oui, il faut **prendre en compte l'allongement de la durée de la vie** mais il faut le faire de manière juste avec des mesures incitatives et en jouant sur les durées de cotisation. C'est ce que propose le PS.

Les ouvriers et les employés matraqués

Avec le **recul de l'âge légal de 60 à 62 ans**, le gouvernement fait le choix le plus injuste qui soit. Il fait peser l'essentiel de l'effort sur les **salariés les plus usés**, sur ceux qui ont eu **les carrières les plus longues, sur les plus modestes**. Il ne prévoit aucun vrai dispositif pour prendre en compte **la pénibilité**.

Les femmes au travail jusqu'à 67 ans

En **reculant l'âge de départ à taux de plein de 65 à 67 ans**, le gouvernement pénalise d'abord **les femmes** qui ont eu des carrières fractionnées.

90% de l'effort pour les seuls salariés

Les efforts ne sont pas équitablement répartis. Le gouvernement ne demande que 1,7 milliards d'euros au capital et au patrimoine, alors que l'effort total nécessaire est de 45 milliards d'euros.

Des retraites non financées donc non sauvées

Les mesures du gouvernement sont **irresponsables.**
Les ressources nouvelles qui seraient nécessaires pour sauver les régimes de retraite sont absentes : 3,7 milliards d'euros alors que le trou est de 30 milliards d'euros. **Le déficit est mis sous le tapis jusqu'en 2012** grâce à des tours de passe-passe comptables.

Des pensions qui vont baisser

Comme le financement n'est pas réglé, la conséquence sera la **baisse des pensions**, comme ce fut déjà le cas après la réforme de 2003.

Le Parti socialiste a fait d'autres propositions, justes et efficaces, qui permettent de combler le déficit du premier au dernier euro et assurent l'avenir de nos retraites. Il demande des efforts équilibrés entre salariés et retraités, entre capital et travail, entre ressources nouvelles et durée de cotisation, tout en maintenant le droit de partir à 60 ans.

Une autre réforme est possible :
mobilisons-nous pour faire reculer le gouvernement et exiger une réforme des retraites juste, qui préserve nos retraites et celles de nos enfants.